

A propos de la culture du débat

La société de l'indignation et ses amis

par le professeur Jan Roy Edlund*



Jan Roy Edlund.
(Photo mad)

(CH-S) L'article consacré à la culture du débat, paru en juin dernier, reste d'une grande actualité. Il analyse la crainte, aujourd'hui très répandue, d'exprimer son opinion en public et cherche à retrouver la voie vers la pratique du débat libre.

La mort de Charlie Kirk, Roger Köppel devant l'Université de Zurich, l'autocritique à Yale. Trois événements qui le montrent clairement: la société ouverte a désappris l'art de la controverse. Un diagnostic des mécanismes sous-jacents – et une tentative pour retrouver le chemin.

Deux événements, deux lieux, un même schéma

Il y a vingt ans, personne n'aurait cru possible que l'on en arrive là. Le 20 mai 2026, Roger Köppel, éditeur de la «Weltwoche», se tenait devant le bâtiment principal de l'Université de Zurich, sous une tente blanche, un micro à la main. Son format reprend ce que l'activiste américain Charlie Kirk, assassiné en septembre 2025, pratiquait dans les universités américaines: un débat ouvert en plein air.

Ce qui se déroulait autrefois tout naturellement dans les amphithéâtres doit aujourd'hui être déplacé devant le bâtiment, sous protection policière, avec un chapiteau et des barrières. Pendant une heure et demie, des étudiants ont pris la parole, certains de manière nuancée, d'autres de façon provocatrice. A côté, une douzaine de manifestants antifascistes cagoulés avaient préparé sifflets, chants et slogans «Züri Nazifrei». Chaque fois que M. Köppel répondait, le vacarme de la foule couvrait ses paroles. Pour



En Suisse: Roger Köppel devant l'Université de Zurich, face à des personnes intéressées et à des manifestants, le 20 mai 2026. (Photo keystone)

s'exprimer, il fallait crier. Quiconque tentait d'argumenter était couvert par des slogans – y compris les étudiants.

Deux jours plus tard, la «Neue Zürcher Zeitung» publiait le diagnostic de Benedict Neff intitulé «L'académie de l'intolérance» (22 mai 2026), qui décrit, à la lumière du dernier rapport de Yale, l'état des universités occidentales: un rétrécissement idéologique face auquel les conservateurs, les libéraux, mais aussi les membres de la gauche nuancée n'osent plus depuis longtemps prendre la parole en séminaire. Deux événements, deux lieux, un même schéma.

Cette thématique soulève des questions qui dépassent largement le cadre de cette journée. Qu'est-ce qui caractérise une société dans laquelle même des personnes cultivées ont peur de prendre la parole en séminaire et en public? Quels mécanismes entretiennent ce rétrécissement des horizons? Et existe-t-il un moyen de revenir à la pratique du débat libre?

Les caractéristiques de la gestion de l'indignation

Quiconque exprime aujourd'hui une opinion s'écartant du consensus majoritaire subit une succession calibrée de réactions sociales. D'abord le regard incrédule. Puis la remarque acerbe. Et enfin le reproche moral, souvent sous la forme d'un diagnostic: raciste, sexiste, populiste, complotiste, transphobe, anti-américain,

* Jan Roy Edlund est professeur de gestion du changement et de réingénierie à l'Université Steinbeis et enseigne à l'Université de Saint-Gall. Cet économiste et politologue travaille depuis 30 ans dans le domaine du développement des cadres.

antisémite, selon le sujet abordé. Ce qui ne se produit pas, c'est la réplique. Une réplique consisterait à examiner l'argument. C'est la forme de dialogue la plus exigeante, car elle impose d'examiner d'abord l'argument avant de le rejeter.

La société de l'indignation a largement remplacé cette procédure. La réplique a cédé la place au tri. Celui qui dit A appartient à B. Celui qui appartient à B est assimilé à C. Celui qui est C n'a pas le droit d'exprimer son opinion, car celle-ci est par définition classée comme moralement erronée. Celui qui est C et qui ose néanmoins exprimer cette opinion est d'emblée considéré comme une mauvaise personne. L'ensemble du processus ne dure que quelques secondes et épargne tout effort à celui qui procède au tri. Les faits ou les arguments n'ont aucune importance.

Quiconque ne se prête pas à ce jeu de l'indignation, écoute l'autre et fait preuve de nuance, est lui-même soupçonné d'être du mauvais côté sur le plan moral. Ce mécanisme peut être décrit comme une «gestion de l'indignation» – un système dans lequel les reproches moraux sont utilisés comme ressource pour attirer l'attention, discipliner les camps et faire taire les porte-parole.

Le libéralisme et ses ennemis

L'effet est mesurable. Un sondage *Allensbach* réalisé à la demande de la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» à l'automne 2025 a révélé que 44% des Allemands estiment qu'il faut aujourd'hui faire preuve de prudence dans ses propos politiques. Seuls 46% estiment encore qu'on peut exprimer librement son opinion. Thomas Petersen, responsable de l'étude, le formule ainsi: «Beaucoup ont le sentiment que, théoriquement, on a le droit de tout dire, mais que, dans la pratique, on ne peut pas tout dire sans risquer des conséquences négatives.» Il ne s'agit pas de censure de la part de l'Etat. C'est quelque chose de bien plus efficace: une pression sociale qui restreint d'emblée ce qui peut être dit, voire rend cela impossible.

Une deuxième étude *Allensbach*, plus récente, en apporte la conclusion. Interrogés sur leur tolérance envers les opinions divergentes, 28% des sympathisants des Verts ont déclaré s'énervent souvent lorsque quelqu'un défendait une position différente. Chez les électeurs de l'AfD, ce chiffre s'élevait à 24%. Chez les partisans de la CDU et du SPD, en revanche, il était respectivement d'environ 19% et 18%. De plus, les per-

sonnes ayant un niveau d'études supérieur sont plus intolérantes que celles ayant un niveau d'études élémentaire ou moyen. C'est la conclusion la plus dérangerante de cette enquête. L'éducation ne protège pas contre l'intolérance. Elle la génère, dans la mesure où elle est interprétée comme un droit à la supériorité morale.

Comment on en est arrivé là

Une société ouverte, où le débat est de mise, a toujours été l'exception et non la règle. Pendant des millénaires, le discours public était un privilège réservé aux élites, souvent dangereux. *Socrate* a été exécuté, *Galilée* réduit au silence, *Spinoza* mis au ban de la société. Le fruit laborieux des Lumières, de la liberté de la presse et de la démocratie parlementaire a été de créer un espace où des positions impopulaires pouvaient être exprimées sans risque existentiel. Cet espace est un produit de la culture, pas un état de nature. Si on ne la défend pas, elle disparaîtra.

En Allemagne de l'Ouest, cet espace de débat a été reconstruit après 1945 au prix d'efforts considérables. Les débats intellectuels des années 1950 et 1960, les discussions sur le réarmement, les lois d'urgence et les discussions sur l'Ostpolitik ont été menées sur un ton ferme, tout en respectant les procédures. *Helmut Schmidt* et *Franz Josef Strauss* pouvaient se contredire dans des émissions-débat sans que le public ne considère l'un d'eux comme un criminel. Il en allait de même en Suisse. Le *Sonntagstalk* était un lieu d'échange et de contre-argumentation, et non une inquisition morale.

La révolution de 1968 et ses conséquences – la réflexion mal vue, la critique indésirable

Le premier bouleversement de cet espace de débat est venu de la gauche et des universités. *Rudi Dutschke*, figure de proue du mouvement étudiant ouest-allemand, a formulé en 1967 la stratégie de la «marche à travers les institutions»: ne pas prendre d'assaut le Parlement, mais prendre le contrôle de l'intérieur des universités, des écoles, des rédactions et des administrations. De l'*Union socialiste des étudiants allemands* (SDS) et des sit-in universitaires de Francfort et de Berlin-Ouest est née toute une génération qui ne voulait pas réfuter la bourgeoisie, mais la démasquer.

De la frange radicale s'est détachée la Fraction de l'*Armée rouge*, qui a mené à partir de 1970 en Allemagne une terreur sanglante de gauche

contre les banquiers (*Herrhausen*), les industriels (*Schleyer*) et la justice (*Buback*). Les victimes n'étaient pas choisies en tant que personnes, mais en tant que symboles.

Herrhausen était pourtant un réformateur qui plaidait publiquement en faveur d'une annulation de la dette des pays en développement. Ce qu'il pensait n'avait aucune importance pour les auteurs. Ce qu'il représentait faisait de lui une cible. La majorité des militants soixante-huitards n'a pas suivi cette voie. Mais la méthode par laquelle le mouvement disqualifiait moralement ceux qui pensaient autrement – «fasciste», «défenseur du système», «réactionnaire» – est devenue un outil durable. Elle a survécu au mouvement et est revenue, cinq décennies plus tard, dans les universités d'où elle était autrefois issue.

Ce qui se déroulait encore de manière insidieuse dans les années 80 et 90 s'est accéléré de manière spectaculaire après le tournant du millénaire. Ce phénomène a fait un bond en avant avec l'avènement des réseaux sociaux et de l'ère des smartphones. Trois évolutions se sont alors conjuguées :

- premièrement, le déplacement du discours vers le monde numérique, où toute excarcération émotionnelle est récompensée par des algorithmes.
- Deuxièmement, la charge de la politique en marqueurs identitaires moraux, qui redéfinissaient tout débat de fond en une question de bien ou de mal.
- Troisièmement, l'abandon de leurs principes par de nombreux médias de référence, qui, au lieu de présenter objectivement les arguments, se sont mis à trier les positions.

Trump enterre la doctrine de la discrimination structurelle

Cette troisième évolution a donné lieu à un scandale qui, fait remarquable, n'a pratiquement pas été abordé dans les grands médias allemands. Début 2019, un document stratégique confidentiel de l'ARD a été rendu public : le «Framing-Manual» de la linguiste de Berkeley *Elisabeth Wehling* (commandé en 2017).

A strictement parler, il s'agissait d'un rapport de relations publiques, et non d'un manuel rédactionnel. Mais son contenu constituait un guide destiné à manipuler le public. Il recommandait de parler d'une «contribution à l'autofinancement démocratique» plutôt que de «rede-



Les manifestations de 1968 dans les universités ont ouvert la voie à une «culture de l'indignation» dictatoriale.
(Photo <https://geschichtsbuch.hamburg.de>)

vance audiovisuelle». Il proposait des règles linguistiques visant à présenter les détracteurs des chaînes publiques comme des sympathisants de régimes autoritaires. Il révélait une façon de penser qui dépassait depuis longtemps les stratégies d'influence subliminale des agences de publicité : l'hypothèse selon laquelle le public devait être guidé par des «cadres moraux», et non par des arguments, et encore moins par des faits.

Quiconque l'a lu l'a compris : les animateurs de talk-shows, les présentateurs du journal télévisé, les rédacteurs en chef de magazines étaient depuis longtemps devenus les acteurs d'une pratique de manipulation visant non pas à informer le public, mais à le façonner.

Ce que *Benedict Neff* appelle le «journalisme d'attitude» est la transposition journalistique de ce même principe. Une opinion est considérée comme légitime, tandis que l'autre est «cadrée», étiquetée comme raciste, sexiste ou complotiste, par exemple. Elle n'a donc même pas besoin d'être entendue. La question suggestive de l'animateur, le coin rhétorique dans lequel l'invité gênant est acculé, la culpabilité par association comme moyen de disqualification, tout cela fait aujourd'hui partie du répertoire standard des débats télévisés allemands et suisses : «Ne pensez-vous pas, vous aussi, que cette déclaration de votre collègue de parti, faite il y a cinq ans, est moralement répréhensible?» Celui qui ne prend pas ses distances est complice. Celui qui prend ses distances a trahi son camp. C'est ainsi que fonctionne l'école du préjugé, mise en scène avec discrétion dans les journaux télévisés du soir.

Le véritable drame de cette évolution ne réside pas seulement dans le fait qu'elle éduque, infantilise et manipule son public, mais aussi qu'elle le conditionne à long terme. Quiconque a lu, entendu et vu pendant des années que le camp ad-

verse ne doit pas être réfuté par des arguments, mais simplement délégitimé, adopte cette pratique à sa manière. Dans le jargon technique, on parle d'apprentissage par imitation. A la table des habitués. Dans le chat familial. Dans le groupe *WhatsApp*. Toute une génération n'a jamais vu, sur le plan journalistique, autre chose que ce cadrage émotionnel réflexif. Comment pourrait-elle savoir comment se déroule un débat constructif?

Les mécanismes sous-jacents

Les symptômes sont une chose. La question de savoir pourquoi ces mécanismes fonctionnent si bien en est une autre. Pourquoi agissent-ils de manière si fiable sur nous, les êtres humains? Et comment ont-ils pu s'imposer à grande échelle comme nouvelle norme?

Trois niveaux s'imbriquent les uns dans les autres: un niveau psychologique, un niveau lié aux techniques médiatiques et un niveau politico-culturel.

(1) Le niveau psychologique

Le niveau psychologique a été mis en évidence par le psychologue social *Solomon Asch* en 1951 lors des célèbres expériences dites de *conformité d'Asch*. Des étudiants participant à l'expérience devaient évaluer la longueur de lignes tracées sur des tableaux, une tâche triviale. Or, huit des neuf participants avaient reçu pour consigne préalable de répondre délibérément de manière erronée à certaines questions. La question était alors: comment se comporte le seul «véritable» participant?

Les résultats ont montré qu'il se ralliait systématiquement à la réponse erronée du groupe. Ainsi, au lieu d'affirmer courageusement que les lignes étaient manifestement différentes, le participant s'est soumis à la fausse vérité du groupe. A chaque répétition, le même effet a pu être confirmé: certains des sujets d'Asch ont non seulement adapté leur réponse, mais aussi leur perception – un constat que *Festinger* a décrit quelques années plus tard comme de la «dissonnance cognitive».

Asch a également pu obtenir un effet similaire avec des groupes entiers. Il n'a donc pas décrit une faiblesse de telle ou telle génération. Il a mis au jour une constante anthropologique. La conformité n'est pas un défaut de caractère, mais un mécanisme de survie. A l'âge de pierre, quiconque était exclu du clan était condamné à

mort. Aujourd'hui encore, le cerveau ne fait qu'une distinction floue entre la forme biologique et la forme sociale de cette mort.

De nos jours, plus personne n'est pendu publiquement sur la place du marché. Mais on le met à l'écart, on l'ignore, on le contourne au travail, on l'exclut de son cercle d'amis. Pour un mammifère dont le système nerveux n'a pas subi de transformations significatives au cours des 50 000 dernières années, l'ostracisme social produit un effet similaire.

(2) Le niveau d'ordre médiatique

Le deuxième niveau est d'ordre médiatique. On y fait souvent référence, mais il est rarement décrit avec précision. Il s'agit du simple fait économique que l'attention est une ressource rare et que les plateformes médiatiques en tirent profit. Ce qui attire l'attention l'emporte. Ce qui invite à la réflexion perd. L'expérience le montre: une déclaration émotionnelle percutante d'une personne en colère génère plus de portée sur les réseaux sociaux que l'analyse nuancée d'un expert. Le scandale l'emporte sur les statistiques. L'indignation l'emporte sur la nuance. Et de loin. Il ne s'agit pas d'une conspiration des plateformes. C'est simplement ce que les algorithmes mesurent, récompensent et ce qui se répète quotidiennement des millions de fois dans une boucle sans fin. C'est la base économique de l'exploitation de l'indignation. Les plateformes et les médias en tirent profit, les acteurs politiques s'en servent.

A cela s'ajoutent le rythme et le conditionnement comportemental: sur le smartphone, on fait défiler, on balaye et on passe à la publication suivante. La durée d'attention moyenne d'un utilisateur de TikTok est d'environ huit secondes par publication. Tout ce qui prend plus de temps est ignoré. Dans cet environnement, ce sont les réactions émotionnelles fulgurantes qui l'emportent: le slogan, l'image, le choc. L'argument n'a aucune chance, car il nécessite une construction, des prémisses, un contexte et du temps. Toute une génération grandit donc dans un environnement qui désavantage et exclut structurellement l'argumentation. Celui qui est socialisé de cette manière n'a pas désappris à débattre. Il ne l'a jamais appris.

(3) Le niveau politico-culturel

Le troisième niveau est politico-culturel. Sur les deux premiers niveaux s'opère une division du

monde en deux camps polarisés. Pour chaque grand sujet de ces dernières années, la question initiale n'était pas: «Que savons-nous? Quels sont les faits?» Quels compromis faut-il trouver? Quel est le contexte? Mais plutôt: «De quel côté es-tu? *Trump*? Le bien ou le mal. Le coronavirus? Solidaire ou anticonstitutionnel. L'Ukraine? Démocrate ou partisan de Poutine. Israël-Gaza? Antisémite ou négationniste de l'apartheid. Le genre? Progressiste ou transphobe.

Cette classification n'est pas le fruit du hasard. Alors que dans les années 80, le journal du matin et le *Tagesschau* suffisaient pour s'orienter, nous vivons aujourd'hui dans un monde où nous sommes quotidiennement confrontés à un déluge d'informations se comptant par millions. Or, notre vie est déterminée par le travail, la famille et les prochaines vacances.

La plupart d'entre nous n'ont tout simplement pas les ressources nécessaires pour mener des recherches approfondies, pour passer des heures à écouter, vérifier, peser le pour et le contre. Le tri est ici la solution de facilité. Il permet d'économiser de l'énergie cognitive. On n'a plus besoin de se faire péniblement sa propre opinion sur ce qui est «bien» ou «mal»: cela est déjà fourni sous le couvert de la «morale». Celui qui porte la bonne étiquette fait partie du groupe. Celui qui ne la porte pas est mis dans une case. Dans ce jeu, la nuance n'est pas une valeur, mais un soupçon. Quiconque, face à un sujet chargé de connotations morales, dit «c'est plus compliqué», est généralement immédiatement rangé dans le camp adverse. Celui qui dit «mais» au sein de son propre camp l'a déjà à moitié quitté. La réflexion et les questions sont suspectes. Etiqueter et suivre le mouvement suscitent la bienveillance.

Une petite expérience

Permettez-moi ici de proposer une petite expérience d'introspection. Ce qui suit est un état des lieux des quinze dernières années passées dans les universités d'élite occidentales. Selon votre position politique, il suscitera, au paragraphe suivant ou à celui d'après, un réflexe d'indignation: le besoin de rejeter, de classer, de cataloguer l'auteur lui-même. Il vaut la peine d'observer ce réflexe plutôt que d'y céder.

Ce serait une erreur de limiter le diagnostic posé ici à un seul camp politique. La pression à la conformité est structurelle, et non partisane. Elle s'exerce là où un camp détient la majorité à

un moment donné. Au cours des quinze dernières années, cette majorité, dans les universités d'élite occidentales, a été le fait du camp progressiste. Ce qui s'y est déroulé s'apparente à une prise de contrôle institutionnelle. Le dernier rapport de Yale, daté d'avril 2026, en documente l'ampleur: 82% de démocrates parmi les professeurs, 2% de républicains; un rapport de 36 pour 1. Dans les sciences humaines, ce rapport atteint même 72 pour 1. Près d'un tiers des étudiants n'osent plus exprimer leurs opinions politiques sur le campus.

Cette prise de contrôle institutionnelle est l'héritière lointaine et aboutie de la «marche à travers les institutions». Les mots d'ordre de la génération de 68 n'ont pas été archivés, mais réactivés et étendus à toute une nouvelle génération. Quiconque ne rentre pas dans le moule est aujourd'hui qualifié de transphobe, de nazi, de misogyne, de raciste, de colonisateur, de privilégié blanc, d'antisémite, de climatosceptique, de théoricien du complot ou tout simplement «de droite». La liste ne cesse de s'allonger, de nouveaux termes venant s'y ajouter à chaque saison. Ce qui n'a pas changé, c'est leur fonction. Quiconque porte l'une de ces étiquettes n'a plus sa place dans le débat.

Le cadre théorique a été fourni par une série d'écoles étroitement liées: la théorie postcoloniale, la théorie critique de la race avec sa notion de racisme systémique, les études de genre avec la dissolution des catégories de genre biologiques, la théorie queer et la théorie de l'intersectionnalité. Ce qui les unissait, c'était l'hypothèse d'une structure d'oppression omniprésente dans la société occidentale. Chaque position devait alors être examinée pour déterminer si elle soutenait cette structure injuste ou contribuait à la renverser. Quiconque ne participait pas activement faisait déjà partie du problème. Une attitude neutre, analytique et procédurale n'avait pas sa place dans ce cadre.

L'intersectionnalité constituait le cœur opérationnel de ce mouvement. Elle élève l'identité au rang de hiérarchie morale en situant chaque individu sur plusieurs axes d'oppression – race, genre, orientation sexuelle, handicap, religion – et en en déduisant une sorte de système de points déterminant le poids moral du discours.

Plus le nombre d'axes considérés comme «opprimés» est élevé, plus le rang dans la hiérarchie de la crédibilité est élevé. Selon cette logique, une femme noire, queer et en situation de handicap

s'exprime avec une légitimité «inégalement» supérieure à celle d'un homme blanc, hétérosexuel et en bonne santé, dont le discours est immédiatement relativisé ou rejeté comme l'expression de son privilège. Les arguments ne sont plus examinés, mais évalués à l'aune de la position de l'orateur dans cette mathématique des privilèges.

La mise en œuvre institutionnelle s'est faite par le biais du DEI (*Diversity, Equity and Inclusion*). Les bureaux DEI sont devenus des unités administratives centrales, les déclarations DEI une condition préalable aux nominations, et les formations sur les préjugés une mesure obligatoire pour le personnel. Les règles relatives aux pronoms sont devenues un motif de sanction disciplinaire, les microagressions un reproche susceptible de paralyser les cours, les «safe spaces» une obligation institutionnelle, et les «trigger warnings» une norme du programme d'études.

Quiconque ne respectait pas ces directives risquait des procédures disciplinaires et l'exclusion. L'autoidentification est devenue le critère ultime incontestable, y compris dans des cas qui dépassaient toute plausibilité biologique et sociale. Quiconque exprimait des doutes était considéré comme une menace pour les personnes vulnérables aux identités bafouées, que le système s'engageait à défendre.

Sur le plan discursif, on a cultivé un vocabulaire de disqualification immédiate. Quiconque s'en tenait à deux catégories biologiques de genre était transphobe. Quiconque portait un regard critique sur la migration était raciste. Quiconque examinait de manière analytique la politique de sécurité israélienne était antisémite ou apologiste de l'apartheid. Quiconque remettait en question les quotas de femmes était sexiste. Quiconque ne considérait pas la police avant tout comme un organe de répression se rendait complice de la violence structurelle. Quiconque ne désignait pas le capitalisme comme la racine de tous les maux était un gros bonnet, un lardin des grandes entreprises ou un exploiteur. Les arguments étaient dévalorisés par le fait que leur auteur était étiqueté. Quiconque portait cette étiquette était stigmatisé – fini.

Quiconque enfreignait ces règles morales l'apprenait donc à ses dépens. Les conférenciers conservateurs étaient hués, bombardés de sachets de peinture, bloqués par des piquets de grève. Des conférences étaient annulées car le risque pour la sécurité était trop élevé. Les enseignants qui s'écartaient de la ligne officielle per-



Charlie Kirk, assassiné, avait relancé le dialogue dans les universités américaines. (Photo www.economist.com)

daient leur poste, leurs fonds de recherche et leurs invitations à intervenir.

La biologiste évolutionniste *Carole Hooven* a de fait perdu son poste à Harvard en 2022 après avoir expliqué, lors d'une interview télévisée, la détermination du sexe biologique par les chromosomes XX/XY. Une information qui figurait encore dans tous les manuels scolaires une décennie auparavant.

Le biologiste évolutionniste *Bret Weinstein*, alors professeur à l'*Evergreen State College* dans l'Etat de Washington, a perdu son poste en 2017 pour s'être prononcé contre une action dans le cadre de laquelle des professeurs et des étudiants blancs avaient été invités à ne pas se rendre sur le campus pendant une journée. Le professeur Weinstein se décrit lui-même comme «profondément progressiste», a voté pour *Bernie Sanders* et s'est toujours situé dans le spectre progressiste tout au long de sa carrière.

C'est précisément ce qui rend ce cas si instructif : la machine à indignation ne vérifie pas si quelqu'un est du bon côté. Elle vérifie uniquement s'il défend la position et l'attitude qui conviennent à ce moment-là. Quiconque s'écarte sur un seul point est exclu, quelle que soit l'ensemble de son parcours politique.

Charlie Kirk n'était pas un provocateur sorti de nulle part. Son émission «*Prove Me Wrong*» était une réponse directe à une réalité universitaire où l'expression conservatrice était devenue socialement et professionnellement impossible. Il cherchait le dialogue là où il n'était plus autorisé. Il l'a payé de sa vie.

Un événement survenu en mai 2026 montre que la rectification ne vient pas uniquement d'en haut : Plus de huit cents professeurs de mathématiques et de sciences de l'Université de Californie (système UC : Berkeley, UCLA, San Diego, entre autres), dont sept des neuf titulaires de chaires de mathématiques, ont réclamé dans

une lettre ouverte la réintroduction des tests d'admission standardisés en mathématiques SAT/ACT pour les filières STEM (mathématiques, informatique, sciences et technologie).

Le SAT est le test national américain d'aptitude aux études supérieures qui permet aux bacheliers de postuler à une place à l'université. Il avait été supprimé en 2020 au nom de l'égalité des chances, car il désavantageait les étudiants issus de minorités ethniques et les candidats issus de milieux modestes.

Cinq ans plus tard, les experts renversent l'argument: ne pas évaluer les lacunes ne supprime pas les obstacles, mais les déplace vers la salle de classe, où ils sont plus difficiles à surmonter. Ici, ce n'est pas le camp adverse qui réfute cette position, mais les données empiriques – et précisément celles qui sont confrontées quotidiennement à ses conséquences.

Avec la victoire électorale de *Donald Trump* en novembre 2024, le pendule s'est inversé. Il oscille désormais avec la même force dans la direction opposée. Depuis son entrée en fonction en 2025, l'héritage institutionnel de l'ère DEI est démantelé avec la même rigueur étatique. Plusieurs milliers de fonctionnaires fédéraux ont été licenciés ou contraints de quitter leurs fonctions, des inspecteurs généraux ont été renvoyés, les voix critiques ont été écartées des instituts de recherche. Des programmes de recherche sur le climat, la diversité et les études de genre ont été interrompus sans procédure régulière. Les universités qui ne se conformaient pas aux directives ont reçu des menaces de retrait des subventions fédérales, et certaines les ont perdues. Les bureaux DEI ont été fermés à grande échelle.

Ce que la gauche universitaire avait mis en place sur le plan institutionnel en quinze ans doit désormais être démantelé en deux ans. Le plus souvent avec les mêmes méthodes de mise en cause morale et d'abus administratif que l'autre camp avait auparavant cultivées. Ceux qui imposaient hier le silence déplorent aujourd'hui la perte de leurs fonds de recherche. Ceux qui se sont tus hier, alors que des collègues étaient écartés, sont aujourd'hui eux-mêmes mis à l'écart. Ceux qui hurlaient hier sont aujourd'hui étouffés. Les étiquettes changent. La logique reste la même.

L'avez-vous ressenti, ce réflexe d'indignation?

Revenons à l'expérience: ceux qui ont lu les derniers paragraphes auront – selon leur position

politique – remarqué ce réflexe d'indignation à un moment ou à un autre. Pour l'un, lors de l'énumération des pratiques DEI, pour l'autre, seulement face aux mesures de Trump. L'un aurait peut-être qualifié l'auteur de «réactionnaire», «de droite» ou «proche de l'AfD» dès qu'il a été question de DEI, de pronoms et d'espaces sûrs. L'autre aurait préféré le classer dans le camp «woke» ou «de gauche». Le même réflexe, mais à des moments différents. Ni l'un ni l'autre n'ont réagi à des arguments, mais à des mots-clés, à des déclencheurs, à ce qu'on appelle des stimuli émotionnels. Ni l'un ni l'autre n'ont réagi à ce qui était écrit, mais à ce à quoi ils avaient été conditionnés à réagir.

C'est exactement cela, la machine à indignation dans sa forme la plus élémentaire. Elle ne fonctionne pas seulement dans les talk-shows et sur les réseaux sociaux. Elle fonctionne en chacun de nous, à chaque instant où un mot-clé déclenche un positionnement social tout fait – avant même que la phrase ne soit lue jusqu'au bout. Ceux qui ont observé ce réflexe ont appris, en l'espace de quelques secondes, à y résister. Ceux qui y ont cédé se sont surpris à se classer émotionnellement. Ces deux attitudes sont bénéfiques. Car la seule chose qui puisse affaiblir le réflexe d'indignation, c'est d'en prendre conscience au moment même où il se déclenche. Et c'est précisément là que réside la clé pour savoir ce qu'il faudrait faire.

Ce qu'il faudrait faire

Pourquoi faut-il d'ailleurs une tente, un micro et trois cents personnes devant l'entrée de l'Université de Zurich pour mener une discussion raisonnable? Pour recréer artificiellement ce qui se passait autrefois dans chaque amphithéâtre? Pourquoi un Roger Köppel doit-il perpétuer le format de Charlie Kirk, lutter contre les cris et les slogans et s'exposer au même risque?

La réponse est décevante: quelqu'un doit commencer à rétablir ce qui a été perdu. La solution ne se trouve donc pas loin, de manière abstraite, dans une nouvelle loi ou dans le concept avisé d'une commission gouvernementale. Le rétrécissement de l'espace de liberté d'expression s'est accentué au fil de deux décennies, dans les amphithéâtres, les rédactions, les réseaux sociaux. Le chemin du retour passe uniquement par là où ce rétrécissement a commencé: chez chaque individu, dans ses conversations, dans ses relations avec les autres. Il faut littéralement un mou-

vement populaire en faveur de la culture du dialogue. Un nouveau départ qui vienne de la base.

Les lignes directrices de cette pratique nous viennent du théoricien de la science *Karl Popper*. En 1945, dans «La société ouverte et ses ennemis», il a formulé une philosophie qui est aujourd'hui à nouveau d'une nécessité urgente. Son livre a été écrit en exil, conscient de la catastrophe que représentait le conformisme du nazisme. Popper a qualifié son approche de «rationalisme critique».

En substance: nous ne pouvons jamais savoir si nous avons raison. Nous devons donc soumettre nos convictions à autrui, les exposer à la critique et les corriger dès que de meilleurs arguments se présentent. La vérité ne naît donc pas de professions de foi morales ni d'une «attitude correcte», mais de la tentative commune d'éliminer les erreurs. Celui qui soustrait son opinion à toute remise en question ne l'a pas acquise,

mais simplement reprise aveuglément. La «méthode critique» de Popper est l'antithèse de toute forme de pensée fermée, quelle qu'en soit la couleur. Elle repose sur le dialogue et la contradiction. Elle exige d'écouter les arguments précisément lorsqu'ils proviennent du «mauvais camp».

Chacun peut contribuer à reconquérir cette culture du dialogue. La prochaine fois, donc, retenez consciemment votre réflexe d'indignation. Supportez plus longtemps la contradiction, écoutez plus attentivement, posez davantage de questions, approfondissez davantage et explorez ainsi la position opposée. Avec votre sœur qui vote différemment. Avec votre beau-frère qui pense autrement. Si vous voulez apprendre à débattre correctement, essayez. Au déjeuner. A la maison. Ce soir.

Source: <https://www.cicero.de/taxonomy/term/10495>,
15 juin 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)